

Hugues PUEL

Le frère Hugues PUEL est dominicain. Il a enseigné à la faculté des sciences économiques et de gestion à l'université de Lyon II, et dirigé l'association puis la revue « Économie et Humanisme » (cf. son livre *Économie et Humanisme dans le mouvement de la modernité* publié au Cerf en 2004). Il a plusieurs fois collaboré à la revue *Lumière et Vie* sur l'éthique économique.

Quand la glotonnerie est dans le système

Le problème économique est celui de la satisfaction des besoins. Ils sont certes nombreux, mais les plus significatifs sont la faim et la soif. A travers eux s'exprime une condition humaine au risque du manque et donc du désir, en sorte que l'homme se définit sans doute mieux comme être de désir que comme être de besoin. Une tribu de chasseurs collecteurs dont l'existence économique ne connaît pas la révolution de l'agriculture ne peut disposer que d'une alimentation précaire. Cette dernière est en effet liée aux résultats de la chasse, de la pêche et de maigres cultures sur brûlis. Néanmoins, elle gaspillera une grande quantité de nourriture dans des fêtes destinées à renforcer la cohérence sociale d'un clan qui doit rester uni dans un univers inconnu et souvent hostile. On doit y voir un comportement raisonnable, même s'il paraît étrange pour des regards modernes guidés par la rationalité économique dominante de la gestion de la rareté à des fins multiples et indéfinies.

Une économie avec des yeux plus gros que le ventre

Déraisonnable au contraire est la logique d'une société de consommation qui subvertit l'ordre de la production et de la dépense, en faisant de cette dernière l'enjeu stratégique de l'orientation de la première. Il s'agit en effet de dépense et non de consommation : l'une désigne un flux monétaire de l'acheteur au vendeur, tandis que la seconde est l'acte vital d'un humain utilisant un bien fongible ou durable pour satisfaire un désir ou un besoin. L'ambiguïté est soigneusement entretenue par le grand commerce dont les serviteurs portent sur le dos le slogan à destination des clients : « Puis-je vous aider à mieux consommer ? »

Cette subversion morale a commencé avec la démarche même du marketing enseignée dans les écoles de gestion et qui repose sur le concept de revenu disponible. Ce dernier est défini comme la part du revenu qui n'est pas consacrée à des dépenses contraintes, celles qui commandent la survie. Cette part est disponible pour des dépenses, liées soit à la nouveauté des services et des biens offerts, soit à des modes de satisfaction nouveaux de besoins qui l'étaient antérieurement de façon autre et généralement traditionnelle. Pour les familles à revenus modestes, l'impact peut être dévastateur. On le voit quand les dépenses de biens et services électroniques réduisent les moyens d'une alimentation saine et équilibrée ainsi que le recours au médecin et aux soins de santé, en l'absence d'une sécurité sociale universelle, ce qui est le cas dans un grand nombre de pays.

Cette démarche marketing se répercute sur la décision d'investissement qui oriente la production. En situation dite de libre marché, c'est-à-dire où un plan n'indique pas les secteurs à privilégier en fonction d'une perspective des besoins à long terme à satisfaire, la décision d'investissement est un acte qui combine une appréhension de psychologie cognitive combinant une information sur le taux présent et attendu de l'intérêt de l'argent et une estimation de la rentabilité de l'investissement. Le souci des besoins d'une population n'intervient pas.

Les inégalités s'accroissent

John Kenneth Galbraith a publié en 1954 un ouvrage intitulé *La crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*. Parmi les cinq causes principales qu'il dégage au terme de sa recherche, il classe en premier la mauvaise répartition des richesses dans une situation de grandes inégalités où 5 % de la population concentrait un tiers de la richesse totale. Il n'en va pas différemment aujourd'hui où les politiques sociales mises en place après la catastrophe de la deuxième guerre mondiale résistent mal à la logique capitaliste de croissance des inégalités.

Le phénomène a été spectaculaire aux Etats-Unis, pays qui est à l'origine de la crise déclenchée en 2007 et dont nous voyons à la fin de l'année 2009 les répercussions sur la montée du chômage en Occident et dans le monde. De 1966 à 2001 dans ce pays, le revenu médian a crû de 11 %; celui des 10 % les plus riches, de 58 %; celui des 1 % les plus riches, de 121 %, celui de 0,1 % les plus riches, de 236 %, celui du 0,01 % les plus riches, de 617 %! Une telle évolution justifiait le maintien d'un impôt sur le revenu fortement progressif. Au contraire on ne cessa de réduire la progressivité fiscale, et pas seulement aux Etats-Unis, ce qui stimula le spectacle d'un monde à part des très riches, avec leur jet society, leurs résidences d'exception et leurs hôtels de luxe, leurs restaurants haut de gamme, leurs avions privés et leurs vacances de rêve.

Le terrain était préparé à l'explosion de la crise financière en 2007. Des personnes aux faibles revenus, dépourvues de patrimoine et même parfois d'emploi, qui auraient dû être bénéficiaires d'une politique de logement social, n'auraient jamais dues écouter les sirènes des courtiers qui les invitaient à satisfaire leur désir d'un logement à eux.

Leur argumentaire était le suivant : premièrement, le bien qu'ils acquéraient prendrait de plus en plus de valeur et ils pourraient le revendre avec bénéfice en cas de difficultés, (ceci pouvait être crédible pendant la période d'euphorie des affaires des années 2003 à 2006, période pendant laquelle on a oublié la sagesse traditionnelle selon laquelle les années de vaches maigres succèdent à celles des vaches grasses); deuxièmement l'expansion leur permettait d'espérer que leurs salaires actuellement modestes allaient augmenter et que, s'ils étaient au chômage, ils avaient toutes chances de retrouver bientôt du travail. À ces deux arguments liés à l'euphorie conjoncturelle et à la négation implicite de la réalité des fluctuations économiques s'ajoutait un argument "commercial" : le prêt était pour 30 ans, mais les deux premières années ils bénéficieraient d'un taux très bas (*teasing ratio* 2-28), puis les taux deviendraient variables.

Mais il y avait aussi deux contreparties sur lesquelles le courtier insistait peu. D'une part, leur bien était hypothéqué ; d'autre part, étant donné leur modeste revenu et leur faible capacité d'épargne, ils ne pouvaient pas bénéficier du meilleur taux, le *prime*, ils seraient en *subprime* : leur prêt serait de second choix avec une décote de l'ordre de 15 ou 20 % du fait qu'ils empruntaient sans fournir d'autre garantie que l'hypothèque du logement qu'ils n'avaient pas encore payé.

De nombreux américains de condition modeste se sont donc endettés sur la base d'un tel argumentaire et environ trois millions de familles ont ainsi perdu la maison de leur rêve. On sait aussi que la titrisation de ces mauvais crédits ont pollué toute la planète financière, déclenché la faillite spectaculaire de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 avec une menace d'effondrement systémique. Si ce dernier fut empêché grâce à une injection massive d'argent public pour stopper la panique, il n'en a pas moins déclenché une crise bancaire et interbancaire dont beaucoup d'entreprises petites et moyennes, ainsi que de particuliers, ont dû faire les frais et paient encore les conséquences à l'automne de 2009 sous forme de difficultés d'accès au crédit et donc de stagnation de l'activité, et pour certains de licenciement.

La démesure et les déséquilibres

L'histoire du capitalisme en fournit de nombreux exemples. Un des plus fameux est celui de la Grande-Bretagne de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle lors qu'elle imposa aux Indes la division internationale du travail qui lui convenait. Tandis que les Indes lançaient leur propre industrie textile, l'Angleterre décida d'en monopoliser le développe-

ment. Elle interdisait cette production aux Indes pour s'y consacrer elle-même. Elle demanda donc à ce pays d'accroître sa production agricole comme monnaie d'échange pour les cotonnades qu'elle lui enverrait désormais en masse, tandis que les Indes approvisionneraient les tables des foyers britanniques. Cela s'appelait le pacte colonial.

Lorsque l'Europe s'organisa après la deuxième guerre mondiale pour reconquérir une autosuffisance alimentaire que beaucoup de pays avaient perdue, soit par volonté politique, comme le montre le choix anglais qui vient d'être évoqué, soit du fait des guerres qui ravagèrent l'Europe centrale et orientale pendant la deuxième guerre mondiale, soit du fait du retard de modernisation (le protectionnisme en France), elle créa la PAC. Cette politique agricole commune joua un rôle significatif dans la longue marche vers l'Union européenne. Mais elle est passée d'un but d'autosuffisance alimentaire vers des objectifs de conquête de marchés extérieurs en compétition avec les Etats-Unis, aggravant les déséquilibres alimentaires mondiaux et les perspectives d'avenir pour nombre de pays du Sud. L'autosuffisance alimentaire se justifie pour chaque entité politique qui doit nourrir sa population, sans dépendre lourdement d'autrui pour assurer cet élément indispensable de son autonomie politique.

Nourrir neuf milliards de personnes en 2050

Au tournant des années 2007-2008, la question alimentaire mondiale apparaît en première page des journaux, lorsque certaines valeurs financières furent abandonnées par les capitaux spéculatifs pour se porter sur des denrées comme le blé, le riz et le maïs. Des émeutes de la faim éclatent dans le monde : en novembre 2007 un mort et 200 blessés en Mauritanie, 2 morts en Guinée le 19 février 2008, le 23 février 40 à 100 morts et plusieurs centaines d'arrestations au Cameroun et pendant la même semaine une centaine d'arrestations et plusieurs blessés au Burkina-Faso, le 30 mars 24 arrestations au Sénégal, et les jours suivants 2 morts en Côte d'Ivoire, tandis que du 6 au 9 avril il y a un mort et une centaine de blessés et 340 arrestations en Egypte, 6 morts et 200 blessés en Haïti. Les sources FAO et FMI d'où proviennent ces chiffres ajoutent que la hausse du prix des produits alimentaires frappe particulièrement les populations urbaines de Dakar, de Katmandou et de Mexico.

Le dossier de l'alimentation du monde est rempli de complexités et de contradictions. La boulimie énergétique pousse à la production d'agro-carburants qui commencent à occuper une terre raréfiée par la croissance urbaine d'une population mondiale qui quitte massivement les campagnes déshéritées, puisque, paradoxalement, ce sont les paysans qui souffrent d'abord de la faim. Les agro-carburants apparaissent désormais comme une solution très limitée à la crise de l'énergie. Faut-il alors mettre son espoir dans une nouvelle révolution verte grâce aux OGM (initiales pour organismes génétiquement modifiés que certains préfèrent traduire par opinion grossièrement manipulée), tant leur généralisation apparaît

comme un hold-up sur les semences au profit de quelques grandes sociétés monopolistes, sans parler des problèmes d'approvisionnement en eau qui conditionne cet accroissement espéré de productivité.

Dans ce contexte, c'est la razzia sur les terres agricoles des pays pauvres ; Abou Dhabi prend le contrôle de 20 000 hectares dans le nord du Soudan pour assurer l'autosuffisance alimentaire de l'émirat. Des investisseurs d'Arabie Saoudite offrent à l'Indonésie la mise en valeur par production de riz, de canne à sucre et de soja dans sa province lointaine de Papouasie. La Chine a déjà acheté des terres agricoles en Afrique et en Asie du Sud-Est. La Corée du sud a un projet de mise en valeur de 270 000 hectares dans l'est de la Mongolie.

Le lecteur de *Lumière et Vie* sait que la progression du niveau de vie provoque une forte croissance de la demande de viande et de produits laitiers et qu'il faut 4 à 10 calories végétales pour produire une calorie animale. Or des pays émergents comme la Chine et l'Inde avec un tiers de leur population qui dépassent chacune le milliard d'habitants deviennent des consommateurs de viande, ce qui détruit d'autant des céréales qui ne sont plus disponibles pour la consommation humaine. Son éthique de solidarité et son idéal évangélique n'apportent pas de solution à la mesure des problèmes soulevés par la recherche d'une alimentation équilibrée pour l'ensemble de l'humanité. Mais elles l'ouvrent à la recherche d'une sobriété joyeuse et fraternelle et à un intérêt pour les mouvements qui, tels le CCFD (comité catholique contre la faim et pour le développement), cherchent tenacement des formes de production combinant la coopération et les équilibres de vie. Avec d'autres, le CCFD fait partie de ces ONG qui influencent le devenir du monde en faisant pression sur les Etats et les organisations publiques internationales.

Hugues PUEL